

Initiatives ministérielles

intérêts du Québec au sein de ce parti et pour un Canada uni.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, vous permettrez aux députés de ce côté-ci d'être un peu sceptiques. Je regardais la télévision il y a environ un mois lorsque le chef du Nouveau Parti démocratique a dit que la Constitution ne posait pas de problème, qu'elle n'était pas un sujet de préoccupation et que nous devrions examiner strictement l'économie. Je suis heureuse de voir qu'elle comprend maintenant que la Constitution est essentielle pour l'avenir de notre pays.

Si, en fait, elle parle en tant que chef du Nouveau Parti démocratique, pourquoi craint-elle de prendre la parole devant la Commission Bélanger-Campeau pour dire à la population du Québec ce que son parti pense au juste de cette question?

[Français]

Pourquoi n'est-elle pas prête à se présenter devant la Commission Bélanger-Campeau et à dévoiler sa politique constitutionnelle, au lieu d'envoyer le député de Chambly en prétendant... Il appuie la souveraineté-association mais elle ne le fait pas. Pourquoi ne fait-elle pas cette présentation?

[Traduction]

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, je rends des comptes à mon parti et à la population du Canada, et non pas à l'opposition libérale.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Quoi qu'il en soit, je dirai que tant au Québec qu'ailleurs, j'ai parlé de la politique constitutionnelle de notre parti et je continuerai de le faire.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, la députée du NPD dit que nous avons touché une corde sensible. C'est certes le cas lorsque le chef de ce parti prétend que les néo-démocrates parlent en faveur du Canada. Pourtant, le chef de ce parti n'a pas le courage d'aller au Québec pour parler de la position fédéraliste de son parti devant la Commission Bélanger-Campeau. Cependant, elle est prête à y envoyer le député de Chambly qui, manifestement, dit une chose en anglais et une autre en français. Une des critiques que nous avons faites au gouvernement au sujet de ce débat, c'est que le premier ministre et son gouvernement ont dit une chose aux Canadiens anglais et une autre aux Canadiens d'expression française.

• (1240)

Il y a un parti et un chef qui sont prêts à dire la même chose dans les deux langues. Ce sont le Parti libéral et le chef libéral, qui a le courage de s'adresser à la Commission Bélanger-Campeau et de parler aux Québécois et aux Canadiens de ses espoirs et de ses rêves pour le Canada.

[Français]

Je trouve insultant et incroyable que le chef du gouvernement et le chef du Nouveau parti démocratique ne soient pas prêts à dévoiler leur politique constitutionnelle pour le Canada de la même façon.

M. Duhamel: Ils n'en ont pas. Ils ont peur!

Mme Copps: Monsieur le Président, aujourd'hui, nous discutons sur un projet de motion visant à créer un Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de faire rapport sur le processus de modification à la Constitution, incluant des propositions visant à modifier la formule actuelle pour en trouver une ou plusieurs.

Monsieur le Président, il est vrai que la formule d'amendement est un des problèmes qui a bloqué la Constitution, mais ce n'est pas le seul. Vous savez, monsieur le Président, le processus comme tel a été débloqué parce que le premier ministre n'était pas prêt à travailler en dehors du Québec de la même façon qu'il a travaillé pour «vendre» le lac Meech aux Québécois et aux Québécoises. Ce qu'il a fait, il a bien «vendu» le lac Meech aux Québécois et aux Québécoises, mais en même temps, il n'a pas dit un mot aux gens de l'extérieur du Québec.

Je suis au courant, car je représente une circonscription anglophone hors Québec. Brian Mulroney et sa *gang* ne sont pas venus à Hamilton pour expliquer ce qu'était le lac Meech. Ce qu'ils ont fait, ils ont insisté auprès des Québécois et des Québécoises pour leur dire que ceux qui rejettent le lac Meech, rejettent le Québec. Je peux vous dire, monsieur le Président, que je n'ai pas rejeté le lac Meech pas plus que je n'ai rejeté le Québec.

Mes commentants n'ont aucunement compris ce qu'était le lac Meech. Certains d'entre eux qui étaient même contre l'Accord du lac Meech ne veulent pas que le Québec se sépare. Ils veulent que le Québec reste à l'intérieur du Canada. Maintenant, je pense que suite à l'échec de Meech, on aura la possibilité de constater, avec le travail qui est fait par la Commission Bélanger-Campeau et avec la reconnaissance des gens hors Québec, que la situation est grave. Finalement, on est arrivé au moment propice où le Canada doit accueillir le Québec à l'intérieur de la famille canadienne.

M. Lapierre: Trop tard!